

## PRÉ-PROGRAMME

### DES AGENTS DES « EAUES ET FORETZS » AUX INSPECTEURS DE L'ENVIRONNEMENT

**Journée d'études organisée par le Comité d'histoire du MEDDE**

**Mercredi 13 février 2013**

*Grande Arche de la Défense Paroi Sud – salle n°1- niveau 3*

#### **9h00 : Accueil**

**9h30 Introduction :** Christian LEYRIT, vice-président du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

#### **9h40 SESSION 1 : DE LA POLICE DES CAMPAGNES AU MOYEN-ÂGE AU CODE FORESTIER DE 1827**

Présidence : Gérard TENDRON, secrétaire perpétuel de l'Académie d'Agriculture de France, ancien directeur général du Conseil supérieur de la pêche et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage

- Les « eaux et forêts » de Philippe le Bel au Code forestier de 1827 : Renaud BUEB, docteur en droit, maître de conférences-HDR à l'université de Franche-Comté
- Les principes de la Révolution française ont-ils eu un impact sur les droits d'usage de la nature ? Jérôme FROMAGEAU, doyen de la faculté Jean Monnet, université Paris Sud 11
- Deux siècles d'inspection des installations classées : Geneviève MASSARD-GUILBAUD, directrice d'études à l'École des Hautes Études en sciences sociales/ ENS/CNRS.

10h40 : Débat

#### **11h SESSION 2 : DU CODE FORESTIER DE 1827 AUX DÉBUTS DE LA CINQUIÈME RÉPUBLIQUE**

Présidence : Andrée CORVOL, directrice de recherche au CNRS/ENS, professeur associé à l'université Paris-IV, présidente du groupe d'étude de l'histoire des forêts françaises

- La surveillance et la protection des forêts entre les usages ruraux et les nouveaux défis : Jacques LIAGRE, chef du département juridique à l'Office national des forêts
- La surveillance et le contrôle des usagers de l'eau et des pêcheurs : Bernard BRETON, président de la Fédération de pêche du Val d'Oise, secrétaire général de la Fédération nationale des pêcheurs de France, auteur du Grand livre Hachette de la pêche
- Des gardes champêtres et forestiers du décret-loi du 30 avril 1790 aux agents des eaux et forêts du code de procédure pénale de 1958 : Bruno CINOTTI,

directeur général adjoint de l'agence de l'eau Adour-Garonne, ancien conseiller du directeur général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage

- Comment l'évolution de l'occupation humaine du territoire a-t-elle fait évoluer les pratiques sociales en matière de forêt, de chasse, de pêche et d'entretien des berges des rivières? Corinne BECK, professeur Histoire et archéologie du Moyen Âge, université de Valenciennes, pressentie

12h30 Déjeuner

### **14h00 SESSION 3 : DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 1960, LES POLICES SPÉCIALES AU DÉFI DES ENJEUX SOCIÉTAUX ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT**

Présidence : François LETOURNEUX, ancien directeur de la protection de la nature au ministère de l'Environnement et ancien président de l'Union internationale de conservation de la nature-France (panorama des 25 polices du code de l'environnement)

- De la police de la chasse vers une police de la protection de la nature: Hubert GEANT, Office national de la chasse et de la faune sauvage
- De la police des usages de la pêche à celle des milieux aquatiques: Michel VIGNAUD ou Éric CECILLOT (ONEMA)
- La modernisation de la police de l'eau : Jean-Luc LAURENT, directeur général du Laboratoire national de métrologie et d'essais, ancien directeur de l'eau au ministère de l'Environnement
- Le rôle des associations environnementales au regard des missions de surveillance et de contrôle de la biodiversité /ou associations de protection de la nature: (intervenant pressenti)
- L'évolution du rôle des organisations associatives de la chasse à l'égard des missions de surveillance et de contrôle : Françoise PESCHADOUR, directrice adjointe de la Fédération nationale des chasseurs

16h10 Débat

### **16h20 TABLE-RONDE : QUEL SERA L'IMPACT DES CHANGEMENTS APPORTÉS PAR L'ORDONNANCE DU 11 JANVIER 2012 SUR LES POLICES SPÉCIALES DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT À PARTIR DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2013 ?**

Présidence : Odile GAUTHIER, directrice de l'eau et de la biodiversité (NB :application de l'ordonnance dans les services et chez les opérateurs à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013)

- Julien BOUCHER, directeur des affaires juridiques du MEDDE et du METL (pourquoi cette ordonnance ?)
- Jean-Pierre POLY, directeur général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (l'ONCFS et la biodiversité)
- Alexis DELAUNAY, directeur du contrôle des usages et de l'action territoriale à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (un plan d'action collectif pour la bonne application des directives européennes)

- Marie-Odile GUTH, ancienne directrice de la nature et des paysages (le rapport d'inspection préalable à l'ordonnance)
- Frédéric TIBERGHIEN conseiller d'État (le point de vue du Conseil d'État sur les objectifs de l'ordonnance)

### **17h30 Fin de la journée**

**Conclusion :** Jean-Marc MICHEL, directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature